

MENSONGES ET FANTASMES SUR L'IMMIGRATION

71^e année - n°3 - mars 2015 (mensuel) dépôt CHARLEROI X | P402047 | retour: CGSP place Fontainas, 9/11 1000 Bruxelles



DOSSIER P. 4



ÉDITO
Plus que jamais :
la lutte continue
P. 3



LE MOT QUI PUE
Politique
P. 7



Admi
L'espoir grec
P. 11

Paiement de la prime syndicale 2014

Comme chaque année, le moment est venu de renvoyer le formulaire de demande de paiement de la prime syndicale, dûment complété. Voici comment procéder.

Tout qui travaille dans un service public, qu'il soit statutaire ou contractuel, reçoit le formulaire de prime syndicale 2014 au cours du premier trimestre 2015. Ce formulaire comporte quatre parties. Vérifiez que les données mentionnées dans la partie A « rubrique à compléter par l'administration » sont exactes. Les erreurs éventuelles et les données lacunaires peuvent être modifiées dans la partie B du formulaire. Vous devez obligatoirement fournir votre numéro de compte IBAN (voir rubrique C, « à compléter par le membre du personnel »). N'oubliez pas de signer le formulaire ! Envoyez-le au secrétariat de votre secteur ou de votre régionale intersectorielle ou à votre délégué CGSP **avant le 1^{er} juillet 2015 !**

La prime syndicale 2014 sera réglée avant le 30 septembre 2015 et s'élève à 90 € maximum. Même si vous avez reçu plusieurs formulaires de demande, un seul peut être introduit pour une même année de référence.

La fin des duplicatas !

Depuis 2012, votre service du personnel ne peut plus vous fournir de duplicata, même si votre formulaire a été égaré, si vous ne l'avez jamais reçu ou s'il contient des erreurs structurelles. Si vous vous trouvez dans une telle situation et que vous avez droit à une prime syndicale, deux possibilités s'offrent à vous :

- soit vous contactez par mail ou par téléphone votre régionale, votre délégué, votre secteur ou vous vous rendez directement sur place pour informer la CGSP de votre problème ;
- soit vous envoyez un mail à l'asbl Prime syndicale (via l'adresse sec.asbl-vzw@cgspacod.be). Vous y mentionnez votre nom, prénom, date de naissance, numéro de membre de la CGSP si vous le connaissez, la référence de votre (vos) employeur(s) en 2014 et les dates éventuelles d'entrée en service et de fin pour l'année de référence.

Nous vous ferons alors parvenir un formulaire de remplacement que vous devez nous renvoyer corrigé, complété et signé. Dès réception de celui-ci, nous entamerons les démarches administratives auprès du Secrétariat de la Commission des primes syndicales afin que le paiement soit effectué.

Attention : le formulaire de remplacement concerne uniquement 2014 ! Suite aux dispositions légales relatives au paiement des primes syndicales, les formulaires de remplacement 2013 ne sont plus acceptés par la Commission des primes syndicales.

8 mars 2015 - Journée internationale des droits des Femmes

Camarades ! Le gouvernement fédéral nous a déclaré la guerre ! Il attaque notre modèle de société pour l'éradiquer. Ils veulent faire de nous des travailleurs et travailleuses :

- pauvres (saut d'index et modérations salariales) ;
- vieux et vieilles. 6 femmes sur 10 devront travailler jusqu'à 67 ans faute de pouvoir faire valoir 42 ans de carrière ;
- en mauvaise santé (réductions des budgets « soins ») ;
- corvéables à outrance sans aucun respect de la conciliation vie privée et professionnelle ;
- exclus du chômage, dont une grande majorité de femmes sous statut « cohabitant » et cela même si elles ont cotisé durant de nombreuses années ;
- exclus d'un système suite à la privatisation des services publics.

Des services publics affaiblis par les trop nombreuses économies à réaliser ! Les femmes en seront triplement victimes puisqu'elles y sont majoritairement employées, qu'elles en sont les principales usagères et qu'elles devront en plus assumer le rôle jusqu'alors assumé par la collectivité.

FINIR DÉPOUILLÉES ? LES FEMMES DISENT NON !

DANS NOS RÉGIONALES

Hainaut occidental

Amicale des Pensionnés

L'Amicale des Pensionnés organise le 21 mars, en ses locaux place Verte 15 à Tournai, son Bingo, ouvert à tous les affiliés CGSP. Inscriptions à partir de 14h. Droit d'inscription : 5 €

Namur

Festivités 1^{er} mai

10h30 : Accueil, café : Maison syndicale « André Genot », rue de l'Armée Grouchy 41.

- Meeting – Orateurs :
J. Thonon, Secrétaire intersectoriel régional de la CGSP Namur et Président de la FGTB,
M. Meyer, Président de la CGSP,
M. Goblet, Secrétaire fédéral FGTB,
G. Fays, Secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB.
- Barbecue géant, ambiance musicale et animations :
12 €/adulte – 6 €/enfant.

Réservation obligatoire avant le 17 avril :

- par versement sur le compte n° BE63 6363 8274 0408 (communication : SACNam 1^{er} mai 2015) ;
- par téléphone : 081/72 91 12 – 081/72 91 43 ou par Fax : 081/72 91 31 ;
- par mail :
maryse.dussart@cgsp.be ou veronique.lenaerts@cgsp.be

Plus que jamais : la lutte continue

Les dernières élections grecques soulèvent un espoir et cet espoir est fondé.

Pour la première fois depuis très longtemps, c'est l'arrivée au pouvoir d'une gauche en rupture avec la logique TINA (*there is no alternative, il n'y a pas d'alternative*). Cette gauche, que les médias s'obstinent à qualifier d'*extrême*, est avant tout le résultat, non d'un hasard, mais d'une mobilisation sociale de cinq années. Cinq années de lutte acharnée contre un gouvernement qui a mené la politique la plus néfaste, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, aux travailleurs et travailleuses.

Ne nous faisons pas d'illusions ! Tant à l'intérieur de la Grèce, que partout en Europe, ce nouveau pouvoir grec a de nombreux ennemis. Si jamais il arrive à démontrer qu'une autre politique est possible, c'est tout le modèle voulu par le monde patronal et par les technocrates européens qui s'effondrera. C'est pour cela, et les travailleurs et travailleuses grecs l'ont bien compris, qu'il faut poursuivre la mobilisation.

Nous aussi, dans tous les pays européens, nous devons nous battre aux côtés des travailleurs grecs. Espérons que demain, en Espagne, un autre front anti-austérité gagne les élections et que partout en Europe, la démonstration se fasse qu'une autre politique est possible !

Non à l'austérité, oui à la solidarité, oui à une économie durable et solidaire basée sur la satisfaction des besoins sociaux et collectifs !

Cela nous ramène à la situation en Belgique.

La FGTB, et donc la CGSP, a rejeté le mauvais accord interprofessionnel et elle a raison. La CSC a quant à elle dit oui à 52 %. Cela veut donc dire aussi que 48 % de nos collègues partageaient notre analyse ! Et si on lit le résultat à l'aune communautaire, une majorité de militants CSC francophones partageaient notre point de vue. Ce résultat doit être plus important pour nous que le résultat global.

En effet, partout où cela est possible, il faut continuer l'action, la plus dure possible, face à un gouvernement ou une majorité parlementaire fédérale qui ne nous ménage en rien. Particulièrement au niveau des services publics : privatisations, diminutions de dotations, licenciements, atteintes au statut, prolongement de la carrière de plusieurs années, atteintes au droit de grève, stigmatisations encore plus fortes des allocataires sociaux, etc.

Les gouvernements régionaux et communautaires ne peuvent non plus se réfugier derrière cet abominable gouvernement De Wever pour espérer passer en douce des mesures qui n'en seraient pas éloignées.

Le combat doit être dur, nous ne devons nous priver d'aucune arme. La grève sera nécessaire si nous voulons gagner ! Pour la réussir, nous devons à nouveau convaincre certains de nos camarades et de nos collègues que rien n'a évolué, que le gouvernement fédéral n'a, en rien, fait machine arrière.

Les gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles refusent d'entendre les revendications des représentants des travailleurs. Un nombre croissant de communes licencient ou s'apprentent à le faire. Tout cela doit nous réunir : NON à l'austérité, NON aux inégalités grandissantes, OUI à une politique solidaire. Pour cela, OUI aux actions interprofessionnelles et OUI aux actions des travailleurs et travailleuses des services publics !

MENSONGES ET FANTASMES SUR L'IMMIGRATION

Le 9 décembre 2014, la CGSP wallonne a accueilli **Andrea Rea**, professeur de sociologie à l'Université libre de Bruxelles et directeur du Groupe d'étude sur l'Ethnicité, le Racisme, les Migrations et l'Exclusion (GERME) et **François Gemenne**, chercheur au CEDEM (Centre d'étude des migrations) de l'ULG et chercheur associé au CERI, Sciences Po de Paris, et aussi accessoirement également connu comme l'homme qui a cloué le bec à Florian Philippot, un des ténors du Front national (FN) lors d'une émission française de grande écoute...

Une grande conférence syndicale consacrée aux mensonges et fantasmes qui circulent autour de l'immigration et qui venait à point nommé à l'heure où chez nous la gestion du dossier migratoire devient de plus en plus étriquée mais surtout au moment où, après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, les amalgames les plus pourris fleurissent sur les réseaux sociaux.

Une histoire qui se répète

Andrea Rea le souligne d'emblée : l'histoire a tendance à se répéter, les immigrants sont souvent ressentis comme une menace. Ceci est notamment lié au fait que, contrairement aux Etats-Unis, les Etats européens ne se sont jamais considérés comme des Etats d'immigration. Partant, les stéréotypes qui circulaient dans les années cinquante à propos par exemple des Italiens comme ceux agitant le spectre d'une *invasion* incontrôlée de personnes qui viennent prendre notre travail, qui vont faire baisser le niveau scolaire ou changer notre culture ont toujours cours aujourd'hui pour caractériser d'autres migrants.

Y a-t-il d'ailleurs vraiment lieu de parler d'*invasion* lorsque nous constatons que la proportion de non-Européens arrivés au sein de l'Union européenne est très faible ? Ainsi, en Belgique, l'immigration de travail s'élève à 6 % mais il subsiste une *impression* d'invasion qui

découlerait du regroupement familial, de la concentration dans certains quartiers et des demandes d'asile pour raisons humanitaires. Cette impression, d'ailleurs entretenue dans certains milieux, laisse penser que l'État ne maîtriserait plus les flux parce que les gens utilisent tout simplement des droits qui sont mis à leur disposition.

Par ailleurs, le marché de l'emploi reste un lieu où la discrimination est prépondérante. Elle s'aggrave souvent du fait que de nombreux travailleurs migrants



sont la plupart du temps utilisés à des fins de dérégulation des conditions de travail et de dumping social, principalement dans les secteurs de la construction et de l'horticulture.

Une gestion managériale de l'immigration

François Gemenne analyse plusieurs préjugés afin de questionner leur légitimité. Certains reposent davantage sur une perception et moins sur la

réalité et si le fossé entre les deux tend à s'accroître, la plupart des politiques migratoires actuelles se fondent sur cette mauvaise perception. Lorsqu'un gouvernement met en avant sa volonté de lutter contre la fraude et les abus dans le domaine de l'asile, il crée une certaine représentation de l'immigré dans l'espace public. Et il tend à dissimuler cette représentation idéologique derrière la froideur d'une politique managériale. Nous le constatons d'ailleurs indépendamment de la tendance politique du gouvernement en place (pour autant qu'il soit encore possible de les distinguer). Cette gestion managériale (il faut faire du chiffre) explique la popularité de personnes comme Maggie De Block qui ont su se fondre dans cette logique.

Trois préjugés qui ont la vie dure

L'immigration nous coûte cher

Tout semble indiquer au contraire que l'impact fiscal de l'immigration serait positif. Toutefois, d'un point de vue stratégique, la question suivante surgit : répondre à cette allégation n'équivaudrait-il pas à lui conférer une certaine légitimité ? D'autant plus que cette question n'est jamais mise en avant pour d'autres strates de la population (les enfants coûtent cher, les personnes âgées aussi, par ailleurs). Or, si aucun compte n'est demandé à ceux-ci, les immigrants sont quant à eux sommés de



se justifier et de faire valoir leur légitimité dans le corps social.

Notre société serait confrontée à un problème d'intégration

L'immigration a changé et est devenue plus visible mais la véritable question est celle de savoir quelle intégration est souhaitée. Les immigrés doivent-ils nier leur culture pour maximiser leurs chances d'intégration ? Que fait réellement notre société pour les intégrer ? Et s'intégrer certes, mais à quoi ? La Belgique, pour prendre cet exemple, est un pays divisé. Quelle intégration promouvoir quand on peine déjà à définir le Belge type ? En quoi d'ailleurs un pays qui n'existe pas vraiment serait-il menacé ?

On ne peut pas accueillir toute la misère du monde

Tout d'abord, rappelons que Michel Rocard, auteur de cette phrase, avait dit : « *la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre sa part* ».

Cliché absolu, cette assertion tronquée tendrait à indiquer l'existence d'un

plafond infranchissable dans chaque société. Ensuite, de tels propos sont tout bonnement insultants : de quelle misère du monde parle-t-on ?

Outre les immenses dangers, la migration est un processus qui coûte très cher au migrant. La traversée de la Méditerranée s'élève à 3 000/5 000 euros ;

les familles, voire des villages entiers, se cotisent pendant des années. Ceux qui arrivent dans nos contrées sont donc loin d'être les plus pauvres qui, quant à eux, restent au pays ou, s'ils arrivent à migrer, rejoignent les pays avoisinants.

En outre, la décision de migrer est tout sauf une décision prise à la légère : il s'agit généralement d'une décision mûrement réfléchie, prise à contrecœur, qui est le fruit d'un projet. Qui abandonnerait ses proches le cœur léger ?

Ces trois préjugés témoignent d'une profonde méconnaissance de l'immigration et pointent aussi la faillite et l'impuissance de la classe politique qui croit et/ou qui fait croire que les flux pourraient être maîtrisés rien qu'en jouant avec les allocations. En réalité, les flux migratoires sont non seulement un droit fondamental, ce sont surtout un fait structurel, une réalité intrinsèque de notre monde qui échappe de ce fait aux volontés régulatrices des politiques.

La mise en concurrence comme modèle de société

Basé sur une perception faussée de l'immigration, le vent fétide du racisme souffle et n'épargne personne. Ainsi, malheureusement, avoir fait partie de l'immigration n'est pas un antidote au racisme. La société capitaliste est une société de rivaux et, entre les travailleurs mis en concurrence généralisée, le racisme peut poindre quand le dernier arrivé menace l'emploi de celui déjà là. Cette concurrence rend complexe la mobilisation sur la question du travail. Par contre, c'est moins le cas sur celle du droit de séjour comme en témoignent les mouvements d'empathie lorsqu'il est question d'exclure des enfants scolarisés.

Ainsi, selon nos invités, il y a eu une

“
Les flux migratoires sont un fait structurel, une réalité intrinsèque de notre monde qui échappe de ce fait aux volontés régulatrices des politiques.
 ”

démision de la gauche, au milieu des années 1980, face à la montée de l'extrême droite. Démission qui peut être résumée par l'acceptation de l'idée selon laquelle le FN poserait les bonnes questions (et ce faisant dicterait les termes du débat) mais n'apporterait pas les bonnes réponses.

Face à cette erreur, il conviendrait de ne pas entrer dans une surenchère émotionnelle et narrative et d'éviter autant les généralisations abusives que les cas particuliers, même pour mettre

François Gemenne



Andréa Réa



en exergue les mérites individuels de l'un ou l'autre.

Par contre, il est nécessaire de rajouter de la rationalité dans le débat et de la cohérence dans les positions officielles. En effet, le dumping social par exemple montre clairement qu'il s'agit d'un phénomène politiquement organisé. Depuis longtemps, la Confédération européenne des syndicats a demandé en vain que les textes légaux englobent la responsabilité du donneur d'ordre. À ce sujet, il règne une grande hypocrisie dans les rapports entre le marché et l'immigration et il est toujours bon de rappeler que les premières victimes sont les travailleurs détachés eux-mêmes.

« Puisque vous ne me reconnaissez pas dans l'amour, vous me reconnaitrez dans la haine »

Si la perception dominante est celle d'une immigration plus visible, c'est aussi parce que l'Islam est devenu la deuxième religion européenne. La tâche compliquée qui se présente à nous est celle de trouver des manières de vivre ensemble. Il faut à tout prix pouvoir les mettre en œuvre, car le risque induit par le fait de nier les gens dans leur essence revient à semer les graines de la radicalisation des valeurs. L'attentat

meurtrier contre Charlie Hebdo en ce début d'année ne confirme que trop cette urgence : *« puisque vous ne me reconnaissez pas dans l'amour, vous me reconnaitrez dans la haine. »*

Nos deux intervenants ont conclu de concert qu'il faut accepter l'idée que la société bouge, qu'elle n'est pas un musée et que l'ingéniosité mise en œuvre en Belgique sur le plan institutionnel, notamment dans la construction alambiquée de notre système fédéral, devrait être tout aussi possible dans le cadre de la cohabitation harmonieuse de personnes différentes et égales, par un déplacement de la perspective, sans éluder la question de la place de la religion dans l'espace public.

Une autre exclusion sociale ?

Lors du débat, un des intervenants soulignait que nos sociétés occidentales vivaient actuellement une forme à rebours de migration et d'exclusion sociale. Celles, volontaires et absurdes, de cette part la plus fortunée de nos sociétés qui entend ne plus participer par ses impôts à la construction et à l'amélioration de notre vivre ensemble. Cette sécession fiscale, cette *violence des riches*, démontre parfaitement cette

dialectique de la perception dont nous parlions dès l'abord.

Elle met en exergue cette lutte permanente nécessaire contre les inégalités et le rôle fondamental en matière d'intégration que les syndicats en général et chacun de nous en particulier ont à y jouer.

Ce débat, qui par son ampleur et ses multiples facettes en a ouvert d'autres, a aussi permis de rappeler que l'immigration était et reste un combat de classe, que le partage de points de vue décalés et hors des sentiers archi-battus par des médias dominants, ouvrait la possibilité d'avoir un regard neuf sur des enjeux essentiels. C'est peu et c'est déjà beaucoup. ■



Politique

Au fur et à mesure que le plan d'action du front commun se déroulait et rencontrait par ailleurs un certain succès, les partis politiques de la coalition gouvernementale et tout particulièrement son Premier ministre de l'ombre n'ont eu de cesse de dénoncer des actions qu'ils jugeaient « politiques ». Ainsi, le 2 décembre, Bart De Wever déclarait : « Pour moi, la grève, c'est une solution ultime dans un conflit social. Pas une action politique. ». Et il remettait le couvert le 11 décembre sur les ondes de Bel RTL : « Normalement, la grève est l'arme ultime mais, maintenant, on commence avec des grèves qui sont purement politiques ». Retour et arrêt sur un usage pas si anecdotique de ce qualificatif.

Certes, lorsqu'il s'agit de disqualifier les mouvements sociaux, tous les moyens sont bons, c'est bien connu mais le doute est permis : le bourgmestre d'Anvers vit-il dans un cocon ? Pour lui, il serait impensable, inconcevable même, de faire grève contre des mesures du gouvernement. Le mécontentement ne pourrait émaner que de la visite périodique du bureau de vote.

Disqualifier

Ceci dit, a-t-il déjà rencontré, vécu une grève qui n'était pas politique ? En effet, au sens noble du terme, la politique concerne le fonctionnement d'une communauté, elle porte sur les actions et le développement de cette société. Ce n'est que dans la bouche ou sous la plume des acteurs et commentateurs de la chose politique que cette dernière se réduit souvent à des luttes entre hommes et femmes politiques. Alors, pourquoi à tout prix vouloir recourir à cet adjectif pour disqualifier un adversaire ?

Un relent de thatchérisme

Tout d'abord, les déclarations tonitrueuses et la manière de procéder de ce gouvernement des droites ne sont pas sans rappeler les agissements de Margaret Thatcher. En effet, en 1984, cette dernière a été la première à qualifier la grève des mineurs de « *grève politique* » pour ensuite s'en prendre à la totalité des droits sociaux et démocratiques. Et il est en effet pertinent et judicieux de garder en mémoire ou de revenir sur les conséquences de cette guerre civile qui a touché la Grande-Bretagne à l'époque :

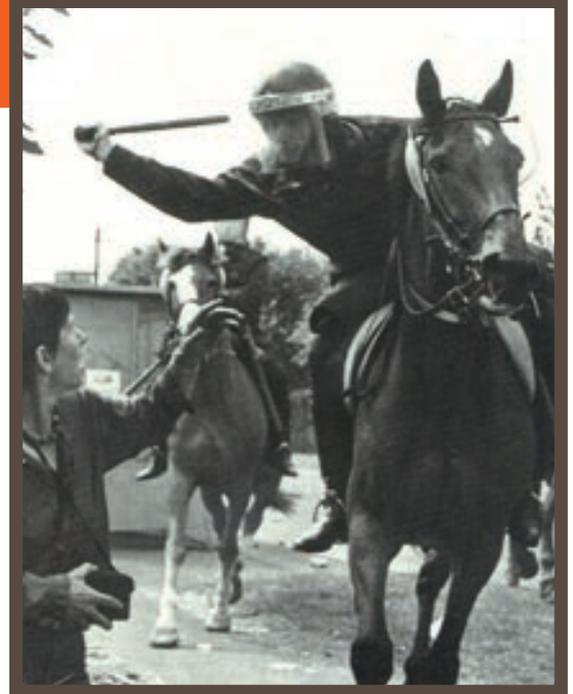
En condamnant des grèves politiques, le gouvernement des droites vise à faire régner l'illusion de la cité unie, autrement dit à éliminer la politique.

une fois le NUM (le syndicat des mineurs) anéanti (après une grève de 50 semaines accompagnée d'une répression policière sans précédent et de campagnes médiatiques calomnieuses contre les grévistes), le thatchérisme a eu un boulevard devant lui. Les privatisations se sont alors enchaînées : *British Telecom, British Gas, British Airways* et, dans la foulée, le gouvernement a également érodé le droit de grève, limité les possibilités de manifester. En somme, au nom de la lutte contre les grèves politiques, il a induit une défaite du monde du travail face à l'émergence du système néolibéral, un affaiblissement du monde syndical dans son ensemble, aggravant l'atomisation sociale et les inégalités. L'agenda non caché de ces déclarations était de casser les syndicats pour imposer un nouvel ordre social et économique.

Restreindre la démocratie ?

Cette idée selon laquelle les grèves politiques contre des mesures gouvernementales serait proscrite et où la démocratie serait réduite aux élections contraste fortement avec l'émergence de voix visant précisément à élargir

le spectre de la démocratie. Et ce verdict singulier ne laisse pas d'étonner puisqu'il émane « *de la bouche de femmes et d'hommes politiques eux aussi... Or, par les temps qui courent, le politique ferait mieux de se valoriser que de se déprécier... (Partant) ne serait-il pas judicieux de rendre à l'adjectif "politique" sinon*



son aura, au moins sa neutralité ?¹ »

En condamnant des grèves politiques, le gouvernement des droites vise à faire régner l'illusion de la cité unie, autrement dit à éliminer la politique.

La politique, c'est l'affaire du peuple

Les grèves apolitiques n'existent pas, la « *grève est politique au même titre que toutes les activités humaines. Tout est politique, c'est implacable* »² sauf à vouloir nier « *le principe même de la politique : il y a de la politique lorsqu'il y a un peuple, lorsque le peuple ne se confond pas avec sa représentation étatique, mais se déclare et se manifeste lui-même en choisissant ses lieux et ses temps.* »³

1. François-Xavier Druet « Quand "politique" vire au péjoratif », *Le Soir*, 3 janvier 2015.
2. François-Xavier Druet « Quand "politique" vire au péjoratif », *Le Soir*, 3 janvier 2015.
3. Jacques Rancière, « Le moment esthétique de l'émancipation sociale, entretien » (propos recueillis par Aliocha Wald Lasowski) in *La Revue des livres* n° 7 septembre-octobre 2012, p. 48.

Booster l'emploi à Bruxelles, pas n'importe comment !

Face au chômage problématique à Bruxelles, les projets et déclarations concernant les politiques d'emploi fleurissent. Encore faudrait-il, pour être pertinents, qu'ils visent l'emploi de qualité et respectent les travailleurs qui sont censés en être les bénéficiaires.

Pris entre les approches restrictives imposées par les gouvernements fédéraux successifs, celles développées par la Région, les logiques d'activation, les réductions de cotisations accordées aux employeurs et les aides qui se muent parfois en pièges, les principaux intéressés - les travailleurs sans emploi - ne trouvent pas leur compte. Quant aux mesures déployées, elles s'avèrent le plus souvent inadaptées puisqu'elles peinent à atteindre leurs objectifs de réduction du chômage dans un contexte où il n'y a pas de travail pour tout le monde (1 demande pour 13 offres à 1 pour 37 selon l'étendue de la zone géographique considérée). Au mieux, il en résulte une régulation à la marge du chômage structurel qui permet au « marché du travail » de maintenir la pression sur les salaires les plus bas.

Toujours plus de pression

Dans les faits, ce sont les chômeurs qui ont le plus de capacités et de compétences personnelles qui accèdent au petit nombre d'emplois offerts à des conditions minimales de stabilité et de salaire. Les autres restent sur le carreau et subissent une pression croissante qui mène à l'exclusion. C'est dans cette logique que s'inscrivent les mesures de limitation des allocations dans le temps et de limitation à trois ans des allocations d'insertion des jeunes qui basculent par milliers du régime des allocations de chômage vers celui de l'aide sociale des CPAS.

C'est le résultat de l'adoption du concept « d'État social actif » qui prétend « activer » les chômeurs en leur octroyant un droit à l'accompagnement et à la formation en contrepartie de preuves de leurs efforts pour trouver un emploi. Une condition méritoire individuelle qui n'existait pas avec l'État-providence qui prévalait jusqu'alors et où l'allocation de chômage se basait sur un principe de responsabilité collective.



Des politiques mieux adaptées

La Région de Bruxelles-Capitale requiert des politiques plus spécifiques pour répondre à la problématique particulière d'emploi marquée à la fois par une forte croissance démographique et par un niveau moyen de formation trop faible des demandeurs d'emploi au regard des exigences de qualification des emplois accessibles.

Sans céder au mythe de « l'employabilité » qui prétend faire coller au mieux offres et demandes d'emplois en adaptant la formation aux attentes supposées des employeurs et en responsabilisant le travailleur par rapport à ses choix, il convient d'utiliser au mieux les ressources et possibilités existantes dans le contexte actuel en replaçant l'humain et les intérêts des travailleurs au centre des logiques d'emploi.

Parmi les moyens budgétaires destinés à favoriser l'emploi (275 millions d'euros),

une part considérable est absorbée par des réductions de cotisations sociales des employeurs. Cette approche coûte à l'État en même temps qu'elle l'appauvrit en le privant de recettes. Il serait préférable de consacrer plus de moyens à l'activation (actuellement seulement 35 millions d'euros).

On répète à l'envi que la formation est la question fondamentale et que c'est là qu'il faut porter les efforts. C'est

une bonne raison pour déplacer la logique d'activation en mettant de nouveaux moyens dans l'enseignement qu'il s'agisse des filières classiques ou de rattrapage plutôt que sur les gages exigés des demandeurs d'emploi.

Il est aussi question de moyens supplémentaires pour la « garantie jeunes » censée lutter contre le chômage des

jeunes en proposant à tous les jeunes de moins de 25 ans, qu'ils soient inscrits au chômage ou non, une offre de qualité, dans les 4 mois suivant la fin de leur scolarité ou la perte de leur emploi. Elle est présentée comme un système win-win, mais il importe qu'elle ne soit pas réduite à un effet d'aubaine pour les employeurs.

Osons ces paris, mais pour des emplois stables, avec des salaires décents - n'en déplaise aux gouverneurs de la Banque nationale et autres « experts » de l'OCDE - et dans le respect des travailleurs !

Jean-Pierre Knaepenbergh
Secrétaire général de l'IRB-CGSP

www.cgsp-acod-bru.be



Non au tourisme médical

La divulgation d'un nouveau document lève le voile sur des négociations secrètes visant à promouvoir le « tourisme » médical, la privatisation et à accroître les frais médicaux.

Un document de réflexion – divulgué par l'*Associated Whistle-Blowing Press* – dénonce les négociations sur l'Accord sur le commerce des services (ACS), qui se déroulent actuellement dans le plus grand secret et visent de vastes réformes des systèmes de santé publique promouvant l'externalisation à l'étranger des services de soins de santé et la privatisation. Cette proposition, intitulée « *Document de réflexion sur les services de soins de santé dans le cadre des négociations sur l'ACS* », stipule qu'il existe « *un incroyable potentiel inexploité en matière de mondialisation des services de soins de santé* », résultant en grande partie du fait que les « *services de soins de santé sont financés et fournis par l'État ou par des associations d'aide sociale, et qu'ils ne présentent, pour ainsi dire, aucun intérêt pour les concurrents étrangers, étant donné le manque d'opportunités pour développer des activités axées sur le marché* ».

« *Cette proposition conduirait à une hausse des coûts des soins de santé dans les pays en développement et entraînerait une baisse de la qualité dans les pays développés, en Europe, comme ailleurs* », explique le D^r Odile Frank qui s'est penchée sur ce document pour l'Internationale des services publics (ISP). M^{me} Frank précise qu'une telle proposition viendrait non seulement accroître les coûts pour les gouvernements, mais également les primes des assurances-santé.



La santé n'est pas une marchandise

Selon l'ISP, la CGSP wallonne et Médecine pour le Tiers-Monde, la proposition de l'ACS considère les services de santé comme une marchandise. La mise en place d'un commerce des services de santé viendra occulter les aspects de santé publique et exacerber les inégalités.

« *La santé est un droit humain. Elle n'est pas à vendre et ne peut être commercialisée. La raison d'être des systèmes de santé, c'est de veiller à ce que nos familles soient en bonne santé et en sécurité – pas de permettre aux grandes entreprises de dégager des bénéfices* », souligne la secrétaire générale de l'ISP Rosa Pavanelli.

Les bénéfices pouvant potentiellement être retirés par les entreprises via la privatisation des soins de santé publics sont

titanesques. Dans les 50 pays participant aux négociations sur l'ACS, la moyenne pondérée du PIB consacrée aux soins de santé s'élève à 12,5 %.

Pour l'ensemble de ces pays, la somme totale des dépenses du PIB dans le secteur de la santé dépasse les 6 milliards de dollars par an, soit plus de 90 % des dépenses annuelles mondiales de santé.

Nouvelles fuites de documents

Il s'agit de la troisième grande fuite de documents controversés relatifs aux négociations sur l'ACS, au cours des derniers mois. En mai dernier, Wikileaks avait divulgué l'annexe sur les services financiers. Cet épisode avait été suivi, en décembre dernier, par la fuite d'une proposition émanant du

Représentant américain au commerce portant sur le commerce en ligne, le transfert de technologie, les flux transfrontaliers de données et la neutralité du Web. Cette nouvelle divulgation avait suscité de nombreuses craintes quant à la possibilité que l'ACS ne vienne porter atteinte aux lois sur la confidentialité des données, dans le sillage des révélations de Snowden.

L'ACS est actuellement négocié entre 23 parties (l'UE ne comptant que pour une seule) qui souhaitent étendre la portée et les règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'échelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Avant que l'Internationale des services publics (ISP) ne publie la toute première critique de cet accord, intitulée *LACS contre les services publics*, en avril 2014, c'est un secret total qui entourait ces négociations.

Le rapport publié par l'ISP révèle comment l'ACS empêchera que les privatisations manquées ne reviennent entre les mains du secteur public, et limitera la capacité des gouvernements à réglementer les services publics privatisés, à l'instar d'autres domaines d'intérêt public, tels que les lois visant à protéger les travailleurs/euses, les consommateurs, les petites entreprises et l'environnement. ■

Pourquoi la FGTB n'a-t-elle pas donné son accord ?

La FGTB n'a pas approuvé le projet de texte élaboré par les interlocuteurs sociaux réunis au sein du Groupe des 10. Non que nous fassions la fine bouche, mais parce que nos membres sont loin d'y retrouver leur compte. Avec ce gouvernement, le dialogue social est vide de sens. Il ne prête pas attention à nos alternatives... ce qui conforte encore la position patronale.

La FGTB a refusé un jeu de dupes. Un saut d'index imposé par le gouvernement privera tous les travailleurs de 2 % de leur revenu. En compensation, et uniquement à partir de 2016, une enveloppe fermée de maximum 0,375 % sur les salaires bruts des travailleurs et une enveloppe de 0,3 % net sont proposées. Le compte n'y est pas. L'augmentation – encore faut-il l'obtenir – du salaire est largement insuffisante pour compenser la perte causée par le saut d'index. Pas mieux pour les pensionnés, les malades et les chômeurs qui perdront également 2 %. Sur une allocation de 1 000 euros par mois, la perte est de 20 euros par mois, soit 240 euros par an. Tous les travailleurs y sont donc perdants.

Pourquoi sommes-nous opposés à un saut d'index ?

- Parce qu'un saut d'index coûtera cher à chaque travailleur du privé et du public, chaque pensionné, chaque allocataire. Un salarié en début de carrière perdra jusqu'à 27 000 euros sur toute sa carrière ! L'équivalent d'une année de travail !
- Parce qu'un saut d'index, ce sont 2,6 milliards qui passent de la poche des travailleurs du privé à celle des actionnaires.
- Parce qu'il n'y a aucune garantie que cet argent servira à créer des emplois. Les employeurs en dispo-

seront comme ils l'entendent, sans conditions, sans contrôle.

- Parce que les augmentations salariales minimales sont loin de compenser le saut d'index, pas plus que l'augmentation des frais professionnels forfaitaires. Ces derniers étant financés par l'argent public, c'est-à-dire essentiellement par les travailleurs.
- Parce que les augmentations très limitées des allocations sociales dans le cadre de la liaison au bien-être ne compensent nullement la perte de pouvoir d'achat de ce saut d'index.

Quel est le problème de la marge salariale ?

- On nous prend d'abord 2 % par le saut d'index pour nous rendre une toute petite augmentation de salaire net. Une petite augmentation que tout le monde n'aura pas nécessairement puisque la moitié dépend des négociations sectorielles et que seuls les secteurs forts l'obtiendront. Sans oublier que tous les travailleurs ne bénéficient pas de chèques repas ou d'avantages liés aux résultats (CCT 90). Enfin, rien n'est prévu en

matière de lutte contre l'écart salarial hommes-femmes.

- Cette marge salariale est insuffisante et la partie d'augmentation en salaire net exonérée d'ONSS n'apportera rien à la sécurité sociale.
- Le calcul même de la marge salariale est faussé puisque les patrons n'ont pas tenu compte des subsides salariaux dont ils bénéficient.

Enfin, ce compromis ne rencontre pas les quatre objectifs que nous avons définis en front commun :

- la sauvegarde et le renforcement du pouvoir d'achat ;
- la sauvegarde d'une sécurité sociale fédérale forte ;
- la mise en œuvre d'une politique de relance et d'investissements créatrice d'emplois de qualité ainsi que la garantie de services publics de qualité et l'arrêt des attaques contre les statuts dans la fonction publique ;
- la mise en œuvre d'une fiscalité juste via la contribution plus équitable des revenus du capital.

Par ailleurs, la disponibilité active des prépensionnés (RCC) et des chômeurs âgés demeure inacceptable.

Nos militants se sont mobilisés pour défendre ces revendications. La FGTB ne veut pas les laisser tomber en acceptant un compromis aussi injuste.

Le Bureau fédéral de la FGTB a évalué la situation suite à la rencontre avec le gouvernement du 30 janvier 2015. Le Comité fédéral du 10 février 2015 a déterminé les moyens de réactions, de préférence en front commun, à mettre en œuvre pour s'opposer à ces mesures injustes à l'égard des travailleurs du privé et du public ainsi que des allocataires sociaux. ■



L'espoir grec

À l'heure où j'écris ces lignes, le bras de fer se poursuit entre le nouveau gouvernement grec qui veut mettre le holà à l'austérité qui asphyxie sa population et les tenants de leur « orthodoxie » économique au sein de l'Union européenne.

Si l'on peut percevoir une légère ouverture au dialogue du côté de la nouvelle présidence de la commission européenne, l'Allemagne de Merkel reste inflexible dans sa position de défense des valeurs de la « sainte austérité » économique dont elle est la principale bénéficiaire.

L'élection grecque a eu d'abord le mérite de rendre espoir et fierté à un peuple qui jusque-là était considéré comme le mauvais élève de la classe européenne, le canard boiteux, bref, l'exemple à ne pas suivre.

Mais cette élection et surtout le discours du nouveau gouvernement grec, qui veut replacer au centre du débat européen le bien-être des citoyens plutôt que la défense des forces de l'argent, rend également espoir aux populations des autres pays européens souffrant de l'austérité.

Un appel au soutien de la position grecque s'élève aujourd'hui en Espagne, en Italie, en France et en Belgique...

En tant que syndicaliste de services publics, j'ai plaisir à réentendre ce discours de raison venant du pays qui a inventé la démocratie. En tant que progressistes, nous devons tout mettre en œuvre, à notre niveau, pour soutenir cette amorce de changement ; il en va de notre survie puisqu'en Belgique, avec notre gouvernement des droites à la solde des riches, le démantèlement des services publics et donc du système de redistribution des richesses est programmé.

L'entrée en résistance et en lutte s'impose à tous les fonctionnaires de notre pays.

Aristote disait déjà : « Le vrai est dans l'intellect ».

Une idée généreuse sera toujours plus belle qu'un beau bilan comptable.

Bonnes luttes mes camarades.

*André Gilles
Secrétaire général CGSP-Admi*

Le Port autonome de Liège

Le Port autonome de Liège (PAL), a été créé en 1937 pour gérer les différents ports publics - 31 zones portuaires le long de la Meuse et du Canal Albert, occupant une superficie totale de plus de 370 ha. C'est le premier port intérieur belge et le troisième port intérieur d'Europe. Son trafic annuel est de plus de 18 millions de tonnes. Il accueille des centaines d'entreprises de toute taille et de tout type. Il constitue un acteur majeur du redéploiement économique de la Région liégeoise.

Liège est un centre de transport intermodal remarquablement bien situé, à proximité des Pays-Bas, de l'Allemagne et de la France, au cœur d'un réseau routier, ferroviaire et fluvial des plus denses d'Europe. Le port de Liège est directement relié au port d'Anvers (129 km) par le canal Albert, au port de Rotterdam (250 km) par le canal Juliana et la Meuse est reliée à l'ensemble du réseau fluvial européen (Escaut, Rhin, Main, Danube...).

Le PAL est un organisme d'intérêt public, administré par un Conseil d'administration comprenant des représentants de la Ville de Liège et de la Région wallonne. Deux commissaires du Gouvernement wallon et un commissaire de la Ville de Liège sont chargés de son contrôle. Le directeur général du Port autonome de Liège remplit le rôle de secrétaire du Conseil d'administration et assure la gestion journalière du PAL ainsi que l'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration.

Les missions essentielles du Port autonome de Liège

- L'exécution de tous les travaux d'extension et d'amélioration des infrastructures (nivellements, égouts, collecteurs, éclairages, raccordements routiers et ferroviaires, eau, téléphone, etc.) nécessaires à la viabilisation économique de ses terrains.
- L'octroi des concessions et des autorisations à des tiers.
- La perception des redevances de ses usagers afin principalement de couvrir ses frais de fonctionnement mais également afin de financer des travaux d'infrastructure avec l'aide du SPW.
- L'outillage des ports et la réglementation de leur usage (halls de stockage/manutention, grues, portiques, engins au sol, etc.).
- La réglementation du mouvement et du stationnement des bateaux dans les ports publics.
- L'entretien, à ses frais exclusifs, de tous les ouvrages du Port.
- La perception de tous les produits de l'exploitation des ports : locations des quais, des terrains, des matériels... péages, redevances, etc.

Comme une société privée, le Port autonome de Liège est responsable de ses recettes et de ses dépenses.

Le PAL développe actuellement « Liège Trilogiport », une plate-forme multimodale de 100 hectares située le long du Canal Albert (terminal à conteneurs de 15 hectares, navettes fluviales...). Elle deviendra bientôt un véritable « village logistique » de plus de 40 hectares au cœur de l'Europe. C'est là que les marchandises seront stockées, traitées, reconditionnées et réorganisées avant de repartir ensuite dans toute l'Europe par bateau, par train ou par camion.

Quelques questions à Francis Klimek, délégué CGSP

Pourquoi Port autonome ?

On dit Port autonome, parce qu'il s'autogère. Il vit de ses rentrées : taxes sur tonnage, location des terrains ou concessions. Donc il ne bénéficie pas de subsides, et doit payer lui-même son personnel et ses frais de fonctionnement. Pour les gros travaux d'infrastructure seulement, la Région wallonne peut intervenir pour 80 %, le reste à charge du PAL.

Le Code de la Fonction publique wallonne est toutefois d'application pour les barèmes des salaires, les congés, les marchés publics...

Qui fait quoi au PAL ?

Le PAL compte environ 35 agents, répartis moitié-moitié dans deux grandes entités : le Service Travaux et les Services administratifs et de Direction.

Au départ les services comptaient assez bien d'agents statutaires, mais, comme partout, la tendance s'inverse et le nombre de contractuels augmente, même si récemment deux personnes ont réussi un examen qui, en vertu de l'art. 16 du Code de la Région wallonne, leur permet d'être nommés sur l'emploi occupé.



Les ouvriers du PAL sont comme des agents communaux. Ils doivent s'occuper de toute l'infrastructure sur le territoire, qui est extrêmement étendu : l'éclairage, les espaces verts, les bâtiments...

De plus en plus de polyvalence est demandée aux ouvriers. Elle est nécessaire puisqu'on remplace seulement 1 agent sur 5 ... Il y a 10 ans, 20 ouvriers travaillaient sur le site ; maintenant ils ne sont plus que 12. Mais la charge de travail est restée la même puisque la superficie à gérer est restée la même...

Et pourquoi n'engage-t-on plus ? Parce qu'il faut faire des économies... Parce que le PAL vit de ses rentrées, et qu'il a subi l'effet spécifique au bassin liégeois de la disparition de la phase à chaud d'Arcelor Mittal. Ce sont des centaines de milliers de tonnes de matériaux divers qui ont disparu : on ne rentre plus de minerais, de coke ; on ne sort plus d'acier ni de résidus. Les dégâts collatéraux sont énormes en termes de rentrées financières puisque le PAL vit sur les taxes.

Mais, encore une fois, la superficie à entretenir n'a pas diminué...

« Les carrières », ça fait grincer des dents ?

Oui c'est un peu le mot qui fâche ! Parce qu'on aimerait avoir un statut spécifique et surtout des carrières mieux définies pour les différentes catégories de métiers, qui chez nous ont vraiment des profils très spécialisés. Seulement voilà, le dossier piétine, la Direction essaie d'avancer dans ce dossier mais cela semble bien difficile. On est toujours obligés de participer à des examens très généralistes qui ne mettent pas en évidence nos profils. Et déjà que le cadre organique n'est pas encore entériné ou non encore dévoilé...

L'activité syndicale CGSP, au PAL, cela représente quoi ?

Avant toute chose, on se bat pour que les agents soient respectés au quotidien et que leur vie professionnelle se déroule aussi convenablement que possible.

Malgré l'étendue du territoire du PAL, la communication se fait assez facilement avec les affiliés car tous les ouvriers se croisent matin et soir sur l'île Monsin. Les services administratifs sont regroupés en ville et là aussi, j'ai des contacts très fréquents, donc cela se passe bien. Il y a une bonne proportion d'affiliés CGSP parmi le personnel, donc l'information circule rapidement et de façon fluide.

Tout est bien dans le meilleur des mondes, alors ?

Non, il ne faut pas croire ça ! Globalement la situation est satisfaisante, mais ce qui « pourrait » la vie au quotidien des affiliés, ce sont les petits détails désagréables, les petites vacheries, les règlements administratifs qui ne tiennent pas compte de la réalité du terrain...

C'est contre tout cela que la délégation se montre particulièrement vigilante : le bien-être au travail, être respecté dans sa fonction, pouvoir mener ses activités sans crispation.

Des exemples, il y en a des quantités.

Les vêtements de travail : chauds, aux normes de sécurité... Jusqu'il y a peu, chaque ouvrier recevait une somme et achetait ce qui lui convenait. Important, très important, pour les chaussures par exemple : il n'y a pas que la pointure qui compte, encore faut-il se sentir bien dedans. Pour des raisons de « gestion » il faut désormais puiser dans les stocks Région wallonne. Donc on prend ce qu'il y a, on n'est plus servi « sur mesure ». Et ce qui ne passe pas, c'est que cette nouvelle réglementation ne fait pas faire d'économies (alors on aurait pu comprendre) car la somme « vêtements de travail » est de toute façon allouée au PAL. Résultat : une façon de procéder inutile.

Les fruits : merveilleuse idée, chaque agent du PAL reçoit un fruit tous les jours. Chacun choisissait selon son désir : banane, orange, kiwi, pomme... la liste était longue. Depuis quelques mois, plus que des fruits belges et de saison : ce qui veut dire, en cette saison, pomme ou poire, point. Fini le choix. Et pour quel bénéfice ?

Les véhicules : cinq personnes doivent utiliser leur véhicule personnel pour mener à bien leur activité professionnelle. Les kilomètres parcourus dans le cadre du service sont

dûment compensés. Mais le trajet domicile-lieu de travail et retour n'est pas remboursé !!! Les agents sont invités à utiliser les transports en commun, car le trajet est alors remboursé. Et pour le véhicule personnel, il suit gentiment le bus ? Les instances se penchent sur le problème et trouveront, à n'en point douter, une solution.

Fatigant ! La répétition de ces problèmes, en soi pas très graves, mine le personnel. La vie est déjà dure, et on enlève tous les jours quelque chose aux travailleurs. Oh, très peu ! Très peu à la fois... Mais au bout du compte, c'est toujours moins dans une vie professionnelle qui exige toujours plus.

Toutefois, et malgré ces irritations, Francis Klimek veut rester positif. « *On ne peut qu'aller vers un avenir meilleur. Trilogiport devrait se terminer dans deux ans, et cela va apporter des fonds supplémentaires. On va engager du personnel. Peut-être pas au PAL directement, mais sûrement dans les entreprises qui viendront sur place. Tout bon pour la ville, la région... Et puis ensuite, grâce aux rentrées nouvelles d'argent, le PAL engagera du personnel pour s'occuper de son site au périmètre tellement agrandi* ».

Mais on le sait moins, la Région wallonne compte aussi trois autres ports...

Le Port autonome de Liège a pris l'initiative de créer une Plate-forme des ports wallons, regroupant les sites de Namur, Charleroi et PACO, pour initier une meilleure collaboration, une image commune, un meilleur échange d'informations (approche de clients, prospection commerciale...) et créer une structure de coordination des ports wallons.

Le Port autonome de Namur (PAN), un Organisme d'intérêt public de la catégorie B, association de pouvoirs

publics comprenant la Région wallonne, la Province de Namur, la Ville de Namur, la Ville d'Andenne, la Commune de Floreffe, le Bureau économique Expansion. Les zones se situent le long de la Meuse et de la Sambre sur le territoire de la Province de Namur. Elles s'étendent sur 166 hectares, avec 25 ports et zones portuaires. 3 500 000 tonnes sont manipulées à la voie d'eau.

Le Port autonome du Centre et de l'Ouest (PACO) est une Société économique mixte dotée de la personnalité juridique et qui est classée dans la catégorie B des Organismes d'intérêt public. Principalement, la société aménage, équipe, gère et exploite, elle-même ou par le biais de concessions, les zones portuaires, industrielles et commerciales situées sur le territoire des canaux du Centre, de Nimy-Blaton-Péronnes, de Pommeroeul-Condé, de Blaton-Ath, de la Dendre, du Haut-Escaut et de la Lys ainsi que du canal Bruxelles-Charleroi.

Le Port autonome de Charleroi (PAC) est un Organisme d'intérêt public de la catégorie B, créé par la loi du 12 février 1971. C'est une association de pouvoirs publics comprenant l'État (puis la Région), la province du Hainaut, la ville de Charleroi et l'IGRETEC (Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études techniques et économiques). Il gère 460 ha de terrains le long de 30 km de voie d'eau répartis sur la Sambre et l'entrée du canal Charleroi-Bruxelles, dont 70 % sont actuellement exploités par plus de 80 entreprises bénéficiant de sites de qualité à un prix attractif. ■

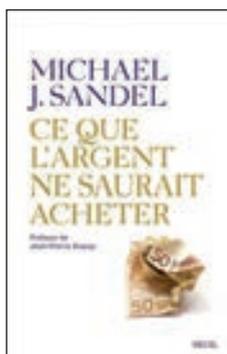


Rue de Pont-à-Lesse à 5500 Dinant - reservation@casteldepontalesse.be - 082 22 28 44 - www.casteldepontalesse.be

Ce que l'argent ne saurait acheter

Les limites morales du marché

Michael J. Sandel
Éd. Seuil



Michael Sandel, professeur d'éthique et de philosophie politique à Harvard, fait partie des grands philosophes américains. Son livre appelle à la réflexion – et à l'action – face à la société de marché, dont l'emprise s'étend sur les modes de vie et de pensée. Il critique vertement la marchandisation de notre civilisation et appelle les citoyens à fixer des limites morales, pour éviter un monde où tout serait à vendre : vie personnelle et relations familiales, santé et éducation, activités professionnelles, vie citoyenne...

Avant la réflexion, son livre est d'abord un recueil de situations parfois ahurissantes dans lesquelles l'argent permet de se procurer non seulement des biens, mais aussi des « passe-droits » inattendus ! Cela se passe aux États-Unis, mais près de chez nous aussi, ces situations arrivent (exemple : les coupe-files dans les musées ou les parcs d'attractions). Quelques exemples US : obtention de cellules de prison améliorées (82 dollars la nuit) ; vente de discours faits sur mesure pour un mariage ou un enterrement ; revente des places dans les files d'attente, au concert ou à l'hôpital ; droit de circuler sur les bandes autobus moyennant finances, paiement pour avoir le GSM de son médecin etc.

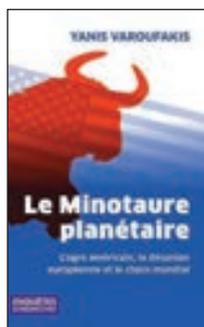
Bon, c'est parfois drôle. Mais en fait, nous sommes déjà contaminés. Il est « mal » de vendre le droit de faire du tort aux autres ? Pourquoi alors accepter l'une des mesures phares sur le changement climatique, à savoir le marché des droits à polluer, qui permet à certains pays de dépasser leur seuil d'émissions nocives en rachetant les droits d'autres pays moins pollués ?

Il y a donc désormais peu de choses que l'argent ne permette pas de se procurer : ainsi même l'amitié, l'amour, le bonheur, peuvent s'acheter. En quoi est-ce si mauvais ? D'abord parce que cela aggrave les inégalités et les injustices. Il n'existe aucune justification « morale » à ce que les plus riches soient les mieux et/ou les seuls servis.

Ensuite, le marché et l'argent sont corrompeurs des valeurs non marchandes et des choses de la vie où elles devraient au contraire s'épanouir, comme la citoyenneté, la santé, l'éducation ou la culture. À chaque fois que l'argent s'impose dans ces domaines, ce sont les valeurs du vivre ensemble qui sont abîmées. Contrairement à celle des biens, la marchandisation des relations humaines modifie leur nature, altérant la satisfaction que l'on en retire : c'est le plaisir du « geste gratuit » qui disparaît. Et lorsqu'avoir de l'argent conditionne la santé, l'éducation ou la sécurité, les conséquences sont bien plus profondes. Transformer une relation non marchande en un échange marchand a un effet dévastateur sur la vie sociale dans son ensemble.

En conclusion, pour déterminer si les marchés pourrissent ou non nos sociétés, il faut s'accorder sur la valeur que nous attribuons aux différentes pratiques sociales qui constituent le bien commun. Est-ce que la marchandisation les abîme ? Est-ce cela notre conception du bien commun ? Réfléchissons donc à ce que devrait être la place du marché dans une société démocratique et juste.

À LIRE



Le Minotaure planétaire

L'équilibre économique du monde, et sa prospérité, sont des choses bien trop sérieuses pour qu'on les laisse aux mains des marchés. C'est ce qu'ont bien compris les États-Unis, qui s'arrogèrent, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale le rôle de maître d'œuvre de la reconstruction du monde occidental, notamment par l'abandon de l'étalon-or en 1971. C'est à cette période que Yanis Varoufakis donne le nom de Minotaure planétaire. Grâce à lui *Wall Street* vit sa richesse s'accroître sans limite, et sans retenue. Mais le Minotaure succomba à la courte vue et à l'irrépressible cupidité de ceux-là mêmes qui étaient censés le protéger. De notre côté de l'Atlantique, la création de l'euro fut pour Bonn (puis Berlin) l'occasion rêvée de s'approprier un « Minotaure » européen. La mort du Minotaure planétaire en 2008 marquera une des crises les plus dévastatrices qui se soit jamais abattue sur l'humanité.

Ministre des finances de la Nouvelle Grèce, **Yanis Varoufakis** est un économiste iconoclaste qui se définit lui-même à la fois comme keynésien et « marxiste imprévisible ». Européen convaincu mais vif critique de la manière dont l'euro fut construit, il dénonce les plans de sauvetage de la Grèce imposés par la Troïka.

Yanis Varoufakis, *Le Minotaure planétaire. L'ogre américain, la désunion européenne et le chaos mondial*, Éd. Enquêtes & Perspectives, Paris, décembre 2014, 384 p., 22,89 €.

TRIBUNE

SOMMAIRE

Infos GÉNÉRALES

- 2 / Actualités – Dans nos régionales
- 3 / Édito • Plus que jamais : la lutte continue
- 4 / Immigration • Mensonges et fantasmes sur l'immigration
- 7 / Le mot qui pue • Politique
- 8 / IRB • Booster l'emploi à Bruxelles, pas n'importe comment !
- 9 / ACS • Non au tourisme médical
- 10 / Concertation sociale • Pourquoi la FGTB n'a-t-elle pas donné son accord ?

Infos Admi

- 11 / Édito • L'espoir grec
- Région wallonne**
- 12 / Le Port autonome de Liège
- Lu pour vous**
- 15 / Ce que l'argent ne saurait acheter
- 16 / À lire

www.cgspadmi.be

www.cgspwallonne.be



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique

Mensuel de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTB Éditeur responsable : Gilbert Lieben - Place Fontainas, 9/11 - 1000 Bruxelles - tél. 02 508 58 11